

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2024

L'application budgétaire et comptable Chorus a fait l'objet d'une fermeture du 26 avril au 13 mai 2024 afin de déployer une nouvelle version. Ainsi, les données comptables du mois d'avril 2024 figurant dans la présente situation mensuelle sont arrêtées au 24 avril 2024. En conséquence, les échéances intervenues entre le 25 et le 30 avril, notamment celles relatives à la TVA et à la paie, seront constatées dans la situation mensuelle du mois de mai.



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dettes financières de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -91,560 Md€

Le solde d'exécution budgétaire au 24 avril 2024 s'élève à -91,560 Md€ contre -83,333 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-8,226 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une diminution des dépenses nettes de 13,537 Md€ et des recettes nettes de 24,236 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 2,472 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 134,225 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 5,861 Md€, essentiellement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,495 Md€) et du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,551 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,747 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,046 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,792 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,733 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,265 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,829 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 2,915 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,861 Md€) et du programme « Accès et retour à l'emploi » (1,032 Md€) ;

Les dépenses nettes au 24 avril 2024 s'élèvent à 134,225 Md€ contre 147,762 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-13,537 Md€) résulte essentiellement de la baisse des charges de la dette de l'Etat pour -10,073 Md€ (écart essentiellement lié à un report de la constatation d'un abondement du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat", en raison de la fermeture du progiciel Chorus), des dépenses de personnel pour -2,901 Md€ (écart essentiellement lié au décalage de la constatation des opérations de paie, en raison de la fermeture du

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,907 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,778 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,096 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 2,633 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (0,938 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (0,712 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,612 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,635 Md€, essentiellement au titre du programme « Gendarmerie nationale » (0,860 Md€) et du programme « Police nationale » (0,718 Md€) ;

► **Mission Economie** : 1,138 Md€, essentiellement au titre du programme « Développement des entreprises et régulations » (0,923 Md€).

progiciel Chorus) et des dépenses de fonctionnement pour -1,627 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour -6,702 Md€, en raison d'un abondement du compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" au titre de l'amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 plus précoce en 2023, et à la mission "Défense" pour +2,993 Md€, essentiellement en raison du rythme de consommation des crédits), ainsi que de la hausse des dépenses d'investissement pour +0,961 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +0,825 Md€, hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 55,109 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 8,178 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,403 Md€, dont 1,152 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,556 Md€ de taxe sur les installations nucléaires de base ;

► **TICPE nette** : 1,098 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 0,858 Md€, dont 0,606 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 0,852 Md€, dont 0,844 Md€ au titre d'un dividende versé par la Banque de France ;

► **IS net** : -0,526 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 0,845 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,582 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,972 Md€, dont -1,999 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

► **TVA nette** : -11,601 Md€, dont des reversements pour 8,219 Md€ et des R&D à hauteur de 5,140 Md€, pour un montant de recettes brutes avant reversements de 1,759 Md€ (constatation partielle de l'échéance d'avril, en raison de la fermeture du progiciel Chorus).



Recettes fiscales (nettes) : 69,797 Md€

Les recettes fiscales nettes au 24 avril 2024 s'élèvent à 69,797 Md€ contre 94,658 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-24,862 Md€) s'explique

essentiellement par une baisse des recettes de TVA nette pour -22,771 Md€ (écart essentiellement lié à la constatation partielle de l'échéance d'avril, en raison de la fermeture du progiciel Chorus).

Recettes non fiscales : 3,087 Md€

Les recettes non fiscales au 24 avril 2024 s'élèvent à 3,087 Md€ contre 3,108 Md€ à fin avril 2023 à

périmètre constant, soit une évolution de -0,021 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,291 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat au 24 avril 2024 s'élèvent à -19,291 Md€ contre -20,322 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,031 Md€) s'explique par une baisse des PSR de l'Etat au profit de l'Union

européenne à hauteur de 1,395 Md€ et par une augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,363 Md€, variations prévues en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 1,516 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits au 24 avril 2024 s'élèvent à 1,516 Md€ contre

1,900 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant, soit une évolution de -0,384 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -12,444 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 11,282 Md€ et des recettes pour 6,403 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,692 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

Le solde des comptes spéciaux au 24 avril 2024 s'élève à -12,444 Md€ contre -14,916 Md€ à fin avril 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,472 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation du solde des comptes d'affectation spéciale de 4,235 Md€ (dont le compte « Pensions » pour +4,860 Md€, écart essentiellement lié au décalage de la constatation

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,854 Md€ (dont 0,524 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 0,779 Md€ (notamment des abondements par le budget général).

des dépenses, en raison de la fermeture du progiciel Chorus) et une diminution du solde des comptes de concours financiers de -1,488 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -0,851 Md€, principalement en raison d'une hausse des dépenses supérieure à celle des recettes à ce stade).

Dette financière de l'Etat au 24 avril 2024 : 2 555,556 Md€

La dette financière est en augmentation de 94,205 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +82,859 Md€

et des BTF pour +14,038 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,692 Md€).



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-38 778	-91 560	-83 333	-83 708	-8 226
Dépenses du budget général (nettes)	36 177	134 225	147 762	147 992	-13 537
Recettes du budget général (nettes)	-2 753	55 109	79 345	79 200	-24 236
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 178	25 920	26 137	26 137	-217
- IS *	-526	12 294	11 768	11 768	526
- TICPE	1 098	4 751	5 416	5 416	-664
- TVA	-11 601	13 149	35 920	35 778	-22 771
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	152	-12 444	-14 916	-14 916	2 472

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	21 964	175 974
Dette financière de l'Etat	27 114	2 555 556

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumul	
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	6 007	44 626	47 527	47 533	-2 901
Dépenses de fonctionnement	10 782	28 945	30 572	30 556	-1 627
Charges de la dette de l'Etat	393	5 147	15 220	15 220	-10 073
Dépenses d'investissement	1 960	7 194	6 233	6 255	961
Dépenses d'intervention	16 440	46 315	46 218	46 436	97
Dépenses d'opérations financières	594	860	915	915	-56
Total des dépenses (nettes) (I)	36 177	134 225	147 762	147 992	-13 537
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	184	69 797	94 658	94 517	-24 862
Recettes non fiscales	1 243	3 087	3 108	3 108	-21
Prélèvements sur recettes	-4 554	-19 291	-20 322	-20 325	1 031
Fonds de concours et attributions de produits	375	1 516	1 900	1 900	-384
Total des recettes (nettes) (II)	-2 753	55 109	79 345	79 200	-24 236
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	1 802	74 400	99 667	99 526	-25 267
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-38 930	-79 116	-68 417	-68 792	-10 698
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	5 534	5 271	1 036	1 036	4 235
Solde des comptes de concours financiers	-5 698	-18 290	-16 802	-16 802	-1 488
Solde des comptes de commerce	319	604	838	838	-234
Solde des comptes d'opérations monétaires	-4	-209	10	10	-219
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	152	-12 444	-14 916	-14 916	2 472
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-38 778	-91 560	-83 333	-83 708	-8 226



	Mois	Cumul à fin avril			Ecart cumul
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	6 007	44 626	47 527	47 533	-2 901
Rémunérations d'activité	3 208	25 677	27 415	27 419	-1 739
Cotisations et contributions sociales	2 687	18 497	19 699	19 700	-1 202
Prestations sociales et allocations diverses	111	452	413	413	39
AUTRES TITRES	30 170	89 599	100 235	100 459	-10 636
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	10 782	28 945	30 572	30 556	-1 627
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 776	13 730	16 934	16 919	-3 204
Subventions pour charges de service public	7 007	15 215	13 638	13 638	1 577
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	393	5 147	15 220	15 220	-10 073
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	393	5 147	15 220	15 220	-10 073
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 960	7 194	6 233	6 255	961
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 487	5 123	4 102	4 106	1 021
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	473	2 072	2 132	2 149	-60
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	16 440	46 315	46 218	46 436	97
Transferts aux ménages	6 395	21 826	19 842	19 838	1 984
Transferts aux entreprises	4 956	10 164	13 017	13 018	-2 853
Transferts aux collectivités territoriales	1 859	5 294	4 452	4 573	843
Transferts aux autres collectivités	3 105	8 624	8 327	8 426	296
Appels en garantie	125	407	580	580	-173
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	594	860	915	915	-56
Prêts et avances	0	1	4	4	-4
Dotations en fonds propres	112	234	279	279	-44
Dépenses de participations financières	482	625	632	632	-7
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	36 177	134 225	147 762	147 992	-13 537



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2024		Cumul à fin avril 2023 retraité	Cumul à fin avril 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	493	271	1 413	1 112	1 036	1 034	77
Action de la France en Europe et dans le monde	100	96	709	636	666	666	-30
Diplomatie culturelle et d'influence	379	165	553	334	198	198	136
Français à l'étranger et affaires consulaires	14	10	150	143	171	170	-28
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	199	192	1 321	1 309	1 341	1 427	-32
Administration territoriale de l'Etat	99	107	744	748	828	825	-80
Vie politique	10	3	92	78	85	81	-7
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	90	82	485	482	428	522	54
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	555	488	1 422	1 323	793	798	530
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	145	138	712	675	411	411	264
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	46	25	199	178	203	202	-25
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	9	7	156	152	180	185	-27
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	355	318	355	318	0	0	318
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 665	1 024	1 965	1 455	1 743	1 743	-288
Aide économique et financière au développement	1 187	527	1 106	673	754	754	-81
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	478	497	860	782	989	989	-207
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	-6	96	1 303	1 217	1 231	1 231	-14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	-6	47	1 226	1 144	1 158	1 158	-13
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	50	77	72	73	73	-1
COHESION DES TERRITOIRES	775	2 612	15 172	6 563	4 158	4 158	2 405
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	207	451	1 156	790	612	612	179
Aide à l'accès au logement	0	1 653	13 223	4 959	3 341	3 341	1 618
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	362	400	566	638	49	49	589
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	93	45	97	70	51	51	19
Politique de la ville	109	50	113	53	60	60	-7
Interventions territoriales de l'Etat	5	13	17	54	45	45	9
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	76	63	310	328	274	270	55
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	56	42	183	200	152	149	48
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	22	83	84	77	77	7
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	1 018	526	1 998	1 237	950	958	287
Patrimoines	685	208	807	344	246	245	98
Création	270	230	610	392	270	275	122
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	53	80	366	294	187	189	106
Soutien aux politiques du ministère de la culture	10	8	215	207	247	247	-39
DEFENSE	5 164	5 747	17 537	23 384	18 960	18 968	4 424
Environnement et prospective de la politique de défense	63	176	1 610	756	667	668	88
Préparation et emploi des forces	1 350	1 733	4 591	6 978	4 385	4 389	2 593
Soutien de la politique de la défense	2 007	2 046	8 551	8 648	7 944	7 948	704
Equipement des forces	1 744	1 792	2 785	7 003	5 963	5 963	1 039
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	79	135	398	335	294	281	41
Coordination du travail gouvernemental	71	99	324	270	233	219	37
Protection des droits et libertés	8	36	75	66	61	61	4
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 075	3 265	9 526	7 839	14 719	14 727	-6 880
Infrastructures et services de transports	354	1 829	2 819	2 785	2 858	2 860	-73
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	71	47	142	91	96	95	-6
Paysages, eau et biodiversité	26	54	165	114	86	88	27
Expertise, information géographique et météorologie	4	148	456	306	284	284	23
Prévention des risques	71	72	984	367	284	284	83
Energie, climat et après-mines	824	421	2 473	1 738	3 067	3 068	-1 329
Service public de l'énergie	423	423	1 234	1 234	6 614	6 614	-5 380
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	212	240	1 147	1 130	1 072	1 074	59
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	355	355	-355
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	90	30	108	74	4	4	70



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2024		Cumul à fin avril 2023 retraité	Cumul à fin avril 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€.							
ECONOMIE	1 251	1 138	2 810	2 167	1 707	1 693	460
Développement des entreprises et régulations	1 240	923	2 155	1 530	1 182	1 181	348
Plan "France Très haut débit"	0	152	0	152	14	0	138
Statistiques et études économiques	3	7	136	132	160	160	-28
Stratégies économiques	7	56	519	354	352	352	2
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	668	548	5 739	5 688	22 246	22 246	-16 558
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	368	368	4 853	4 853	14 865	14 865	-10 012
Appels en garantie de l'Etat	244	125	526	407	696	696	-289
Epargne	30	30	65	65	30	30	35
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	25	25	293	293	0	0	293
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	69	69	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	6 586	6 586	-6 586
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	2 364	2 633	25 651	25 393	27 932	27 932	-2 539
Enseignement scolaire public du premier degré	711	712	7 408	7 400	8 340	8 340	-939
Enseignement scolaire public du second degré	861	938	10 784	10 710	12 018	12 021	-1 308
Vie de l'élève	317	472	3 160	3 108	3 229	3 222	-121
Enseignement privé du premier et du second degrés	208	217	2 831	2 795	2 962	2 962	-167
Soutien de la politique de l'éducation nationale	119	107	863	790	826	830	-36
Enseignement technique agricole	148	187	607	590	557	557	32
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	799	794	3 634	3 387	3 392	3 386	-5
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	639	669	2 744	2 617	2 527	2 520	90
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	90	100	386	337	335	336	2
Facilitation et sécurisation des échanges	70	26	503	432	530	531	-97
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	286	279	637	644	478	564	166
Immigration et asile	194	186	478	486	502	462	-16
Intégration et accès à la nationalité française	93	93	159	158	-24	102	182
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	396	52	396	64	0	0	64
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	45	0	45	0	0	45
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	1	7	1	19	0	0	19
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	395	0	395	0	0	0	0
JUSTICE	403	669	3 846	3 665	3 853	3 853	-188
Justice judiciaire	107	205	1 472	1 369	1 428	1 428	-59
Administration pénitentiaire	142	266	1 333	1 394	1 506	1 506	-112
Protection judiciaire de la jeunesse	24	47	435	309	333	333	-24
Accès au droit et à la justice	95	101	352	348	371	371	-24
Conduite et pilotage de la politique de la justice	34	49	253	245	214	214	31
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	2	2	2	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	190	103	465	242	259	258	-17
Presse et médias	14	77	189	145	176	176	-31
Livre et industries culturelles	175	27	276	97	83	82	14
OUTRE-MER	87	94	1 395	732	693	693	39
Emploi outre-mer	30	30	1 148	494	488	488	6
Conditions de vie outre-mer	57	64	247	238	205	205	33
PLAN DE RELANCE	0	242	19	459	706	706	-246
Écologie	-1	144	-4	299	540	540	-241
Compétitivité	1	60	23	120	99	99	21
Cohésion	0	38	0	40	67	67	-26
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2024		Cumul à fin avril 2023 retraité	Cumul à fin avril 2023 consommé	Ecart cumul 2024 / 2023 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	979	5 861	26 464	13 994	12 553	12 554	1 441
Formations supérieures et recherche universitaire	74	3 495	14 277	7 225	7 104	7 101	121
Vie étudiante	125	433	2 703	1 630	1 287	1 289	343
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	161	1 551	5 801	3 294	2 112	2 114	1 183
Recherche spatiale	545	0	1 607	426	621	621	-196
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1	257	1 319	1 025	1 004	1 005	21
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	67	107	600	251	229	229	22
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	57	57	-57
Enseignement supérieur et recherche agricoles	6	19	155	143	139	139	4
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	8	524	5 631	2 519	2 505	2 497	14
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	1 745	1 727	1 728	18
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	65	721	329	335	335	-6
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	8	96	981	445	443	435	2
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1 148	902	1 232	1 285	782	900	503
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	1 062	825	1 061	1 139	647	766	492
Concours spécifiques et administration	85	77	170	145	134	134	11
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	6 878	6 865	41 132	41 104	41 766	41 766	-662
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	6 686	6 673	39 512	39 483	40 403	40 403	-919
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	192	192	1 621	1 620	1 363	1 363	257
SANTE	54	64	1 345	564	538	538	25
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	54	64	274	136	106	106	29
Protection maladie	0	0	1 071	428	432	432	-4
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 580	1 635	7 542	7 503	7 397	7 333	105
Police nationale	683	718	3 870	3 830	3 916	3 876	-86
Gendarmerie nationale	811	860	3 437	3 454	3 264	3 249	190
Sécurité et éducation routières	6	7	32	19	13	9	5
Sécurité civile	80	51	203	200	204	199	-4
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	979	2 907	28 316	9 955	9 568	9 567	387
Inclusion sociale et protection des personnes	163	1 096	13 075	4 809	4 700	4 700	109
Handicap et dépendance	799	1 778	14 434	4 718	4 421	4 421	298
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	3	2	3	3	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	14	31	804	425	443	443	-18
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	61	124	967	568	495	495	73
Sport	37	33	370	170	145	145	25
Jeunesse et vie associative	24	57	554	295	247	247	49
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	34	43	103	103	103	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	30	81	201	250	207	229	42
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	8	31	13	105	92	92	13
Transformation publique	9	19	25	40	22	36	18
Innovation et transformation numériques	1	1	4	4	2	2	2
Fonction publique	8	26	144	86	78	86	8
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	15	15	14	14	1
TRAVAIL ET EMPLOI	1 666	2 915	4 884	6 286	4 514	4 514	1 772
Accès et retour à l'emploi	589	1 032	3 229	2 735	2 251	2 251	485
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 042	1 861	1 438	3 357	2 001	2 001	1 356
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	21	11	26	14	45	45	-32
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	14	10	191	180	217	217	-37
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	31 918	42 850	215 807	173 708	188 165	188 395	-14 457
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	25 232	36 177	176 295	134 225	147 762	147 992	-13 537

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 344	32 743	32 680	32 680	63
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	101	445	427	427	18
Impôt sur les sociétés (C)	322	16 338	16 109	16 109	230
Impôt sur les sociétés	319	15 917	15 838	15 838	79
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	4	269	271	271	-2
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	153	0	0	153
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	858	4 834	5 753	5 753	-920
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	93	446	553	553	-106
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	83	1 003	1 160	1 160	-157
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	16	232	154	154	78
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	5	95	95	-90
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	7	9	9	-2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	7	6	6	0
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	2	35	40	40	-5
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	5	5	1	1	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	606	2 850	2 843	2 843	8
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	1	8	386	386	-378
Taxe d'habitation sur les résidences principales	6	36	324	324	-288
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	27	88	78	78	10
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	0	0	0
Recettes diverses	17	108	98	98	10
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 288	5 590	6 137	6 137	-547
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	-6 461	39 286	62 297	62 155	-23 011
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 403	10 043	11 658	11 658	-1 615
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	23	121	152	152	-31
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	67	68	68	0
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	22	39	39	-17
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	231	1 159	1 161	1 161	-2
Mutations à titre gratuit par décès	921	4 166	4 669	4 669	-504



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumulé
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.				
Contribution de sécurité immobilière	42	210	269	269	-59
Autres conventions et actes civils	30	156	138	138	18
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	38	183	197	197	-14
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	30	189	186	186	2
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	84	63	63	21
Timbre unique	1	102	129	129	-28
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	79	311	259	259	52
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	0	10	0	0	10
Autres taxes intérieures	1	506	1 345	1 345	-839
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2	0
Amendes et confiscations	3	13	15	15	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	1	15	31	31	-16
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	24	37	37	-13
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	164	160	160	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	0	12	16	16	-4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	1	17	17	-16
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	556	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	3	13	17	17	-4
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	220	710	701	701	9
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	39	241	281	281	-40
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	1	102	127	127	-25
Prélèvement sur les paris sportifs	16	226	268	268	-42
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	2	34	41	41	-7
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	84	287	413	413	-125
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	49	307	296	296	10
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	6 856	109 280	135 061	134 920	-25 781
TOTAL GENERAL (net)	184	69 797	94 658	94 517	-24 862

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumulé
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	852	852	3	3	849
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	9	9	1	1	8
Autres dividendes et recettes assimilées	844	844	3	3	841
Produits du domaine de l'Etat (B)	16	466	547	547	-80
Revenus du domaine public non militaire	5	172	174	174	-2
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1	0
Revenus du domaine privé	1	156	277	277	-122
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	10	137	94	94	43
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	107	394	483	483	-89
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	47	100	115	115	-16
Autres frais d'assiette et de recouvrement	59	289	361	361	-72
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	2	2	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	0	1	4	4	-2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	10	236	126	126	110
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	8	111	64	64	47
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	5	3	3	2
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	7	3	3	4
Intérêts des autres prêts et avances	0	84	13	13	71
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	16	20	20	-4
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	7	24	24	-17



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumulé	
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	139	617	668	668	-51
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	18	97	133	133	-36
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	66	160	160	-94
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	2	5	5	-3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	118	402	320	320	81
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	2	2	2	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1	1
Divers (F)	118	521	1 280	1 280	-759
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	533	533	-533
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	52	59	210	210	-151
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	0	65	66	66	-2
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	4	4	-1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	2	2	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	2	2	2	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	2	2	2	0
Récupération d'indus	5	28	20	20	8
Recouvrements après admission en non-valeur	7	37	39	39	-2
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	21	18	18	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	5	15	12	12	3
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	24	141	132	132	8
Produits divers	1	6	18	18	-12
Autres produits divers	16	141	221	221	-81
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 243	3 087	3 108	3 108	-21



	Mois		Cumul à fin avril		Ecart cumul
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 972	-12 312	-11 949	-11 952	-363
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 999	-8 038	-8 019	-8 022	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-369	-1 887	-1 671	-1 671	-216
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-1	-27	-27	25
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-3	-4	3
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-236	-947	-960	-960	12
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	-9	-11	-11	2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-36	-36	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	1	0	0	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-14	-13	-13	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-30	-30	-30	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	29	29	-29
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-338	-1 350	-1 203	-1 203	-146
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin avril		Ecart cumulé	
	Avril	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	1	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 582	-6 978	-8 373	-8 373	1 395
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 554	-19 291	-20 322	-20 325	1 031
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	324	1 173	1 599	1 599	-426
Fonds de concours - coopération internationale	51	343	301	301	42
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	375	1 516	1 900	1 900	-384

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'avril		Cumul à fin avril									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	730	6 264	17 765	32 073	32 073	23 036	33 109	33 109	5 271	1 036	1 036	4 235	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	20	112	136	66	66	596	611	611	459	545	545	-86	
Développement agricole et rural	7	2	8	8	8	12	14	14	4	6	6	-2	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	26	0	77	104	104	95	125	125	18	21	21	-3	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	29	22	93	106	106	114	248	248	21	142	142	-121	
Participations financières de l'Etat	32	131	598	10 821	10 821	236	10 871	10 871	-362	50	50	-412	
Pensions	617	5 997	16 853	20 969	20 969	21 984	21 240	21 240	5 131	271	271	4 860	
Comptes de concours financiers	12 174	6 476	45 355	41 627	41 627	27 066	24 825	24 825	-18 290	-16 802	-16 802	-1 488	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	663	0	1 668	1 272	1 272	4	29	29	-1 664	-1 243	-1 243	-421	
Avances aux collectivités territoriales	11 282	6 403	41 771	38 745	38 745	26 028	23 853	23 853	-15 743	-14 892	-14 892	-851	
Prêts à des Etats étrangers	213	72	386	294	294	184	76	76	-203	-218	-218	15	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	15	0	79	146	146	32	205	205	-47	59	59	-107	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	1 450	1 170	1 170	818	661	661	-632	-509	-509	-123	
Comptes de commerce	1 196	1 516	8 864	18 641	18 641	9 468	19 480	19 480	604	838	838	-234	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	81	281	321	357	357	670	452	452	349	95	95	254	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	20	17	74	64	64	65	59	59	-9	-5	-5	-5	
Couverture des risques financiers de l'Etat	100	100	582	565	565	582	565	565	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	72	42	271	185	185	355	244	244	83	60	60	24	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	854	779	7 329	16 458	16 458	7 253	16 810	16 810	-75	352	352	-427	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	1	0	0	0	0	0	-1	0	0	0	
Opérations commerciales des domaines	8	7	28	23	23	30	32	32	3	9	9	-7	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	3	11	11	11	9	8	8	-2	-3	-3	2	
Soutien financier au commerce extérieur	58	285	247	978	978	503	1 310	1 310	257	332	332	-75	
Comptes d'opérations monétaires	10	6	335	26	26	125	36	36	-209	10	10	-219	
Emission des monnaies métalliques	5	4	52	17	17	26	34	34	-27	17	17	-43	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	278	2	2	98	0	0	-180	-2	-2	-178	
Pertes et bénéfices de change	5	1	5	7	7	1	2	2	-3	-5	-5	2	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 110	14 262	72 320	92 367	92 367	59 696	77 450	77 450	-12 624	-14 918	-14 918	2 294	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 110	14 262	72 042	92 366	92 366	59 597	77 449	77 449	-12 444	-14 916	-14 916	2 472	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Avril 2024

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-80	376
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	5	16
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	239	6 154
	Total organismes à caractère financier		6 381	165	6 546
	CEPL	Régions	1 768	488	2 256
		Départements	8 968	-649	8 319
		Communes	31 023	-726	30 297
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	65	19 459
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	185	2 426
		Autres	9 692	395	10 086
	Total CEPL		73 086	-242	72 844
	Etablissements publics de santé		8 361	2 964	11 325
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	4 071	25 043
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	325	20 088
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	3 238	8 556
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	490	3 005
	Total établissements publics nationaux		48 568	8 124	56 692
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	-225	7 340
	Union européenne		3 650	-1 586	2 064
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	26	6 090	
	GIP	2 103	0	2 102	
	EPLÉ	2 773	1 226	4 000	
	Autres correspondants	3 321	-525	2 795	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	0	131	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	727	15 119	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	9 927	171 929	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	655	3 075	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	827	937	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	0	32	
	Total Comptes à terme	2 563	1 482	4 045	
Total Passif (A)		164 566	11 408	175 974	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	11 408	175 974	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	96 897	2 526 881
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	82 859	2 343 626
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	82 859	2 343 626
<i>dont - taux fixe</i>	1 989 405	53 658	2 043 063
<i>- taux variable</i>	271 362	29 201	299 563
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	14 038	183 255
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	14 038	183 255
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 692	28 675
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	94 205	2 555 556



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.